

L'hon. M. STIRLING: Dans toutes les provinces.

M. DONNELLY: Dans quelles écoles de la Saskatchewan y a-t-il des bataillons scolaires?

L'hon. M. STIRLING: Je ne connais pas le détail de chaque bataillon. En Saskatchewan, il y avait 41 bataillons le dernier jour de l'année dernière, comparativement à 43, l'année précédente.

(Le crédit est adopté.)

Dépenses casuelles, \$31,500.

Sir EUGENE Fiset: Pourquoi existe-t-il trois crédits pour les dépenses casuelles? Il y a le poste de l'administration centrale, soit \$45,000; celui des dépenses casuelles,—de l'armée permanente, je présume,—au montant de \$31,000 et dans les crédits de l'administration il y a une somme destinée aux impressions et à la papeterie. Le crédit des dépenses casuelles, destiné à l'administration centrale, sert à payer les frais des impressions d'ordre civil du ministère. Dans le passé, il servait à défrayer le coût de toutes les impressions et de toute la papeterie du ministère. Il y a encore de l'argent à cette fin, maintenant, au chapitre de l'administration. Pourquoi ces trois crédits distincts pour le même ministère?

L'hon. M. STIRLING: On s'efforce dans chaque département d'ajuster les dépenses aux travaux qu'il y a à exécuter. Donnerai-je les subdivisions?

Sir EUGENE Fiset: Je les connais par cœur, merci.

L'hon. M. STIRLING: Les impressions dont il s'agit ne s'élevaient qu'à \$75.

(L'article est adopté.)

Services et ouvrages de génie, \$297,500.

L'hon. M. RALSTON: J'appelle l'attention du ministre sur un petit détail relativement au crédit total; je veux parler de meilleurs quartiers pour les exercices militaires à Yarmouth dans ma circonscription. Le ministre a été assez bon l'autre jour de déposer le dossier relatif à cette question. Résumant le rapport voici la situation: des négociations ont été entamées depuis quelque temps avec les autorités de l'Eglise unie du Canada pour voir s'il serait possible d'obtenir une propriété de l'Eglise unie à cet endroit, soit en l'achetant soit en la louant. Un prix a été fixé en cas d'achat, mais, comme le prouve la correspondance, les autorités de l'Eglise n'ont rien mentionné en ce qui concerne un bail. J'ignore si le ministre a l'intention de poursuivre les négociations en ce sens. En attendant une décision et en attendant de meilleurs quartiers pour les exercices militaires à cet endroit, j'espère que

le ministre accueillera favorablement une suggestion faite dans ce rapport par le commandant de la compagnie n° 3, 6e division des signaleurs, relativement à de meilleurs quartiers pour cette unité. Cela ne veut pas dire que la 84e batterie de campagne, qui est l'autre unité militaire de l'endroit, n'ait pas besoin de meilleurs quartiers, mais il semble d'après la correspondance que le commandant de la 84e batterie n'est pas très enthousiaste au sujet de la propriété de l'Eglise unie; il fait remarquer que la propriété n'est pas à l'épreuve du feu autant que le désirerait la batterie. Mais il laisse entendre que le corps des signaleurs a besoin, à son avis, de meilleurs quartiers. Le dossier contient une suggestion d'après laquelle on dit que le corps des signaleurs pourrait obtenir un local séparé en dehors de l'édifice de l'agriculture,—qu'utilisent en ce moment les deux unités,—dans un édifice appartenant à E. H. Spinney et que l'on obtiendrait à un prix de loyer très bas, semble-t-il. En ce moment la salle des signaleurs dans l'édifice de l'agriculture coûte \$5 par mois. L'édifice Spinney coûterait \$10 par mois au lieu de \$5 et entraînerait une dépense de \$500, probablement, pour l'aménagement. Apparemment, cela donnerait aux signaleurs de bien meilleurs quartiers, car en ce moment ils n'ont qu'une seule salle dans l'édifice de l'agriculture. Je prierai le ministre d'étudier la question soigneusement, dans l'espoir d'obtenir d'abord de meilleurs quartiers pour les exercices militaires en général, mais surtout de meilleurs quartiers pour les signaleurs si l'on juge qu'aucun édifice n'est suffisamment avantageux pour justifier les autorités militaires d'en recommander l'acquisition.

L'hon. M. STIRLING: Je me rappelle la question que l'honorable député a exposée. Nous songeons encore à louer cet édifice.

M. BOTHWELL: Je crois savoir que des représentations ont été faites au ministre touchant la salle d'armes de Swift-Current, Sask. Est-ce que des démarches ont été faites pour donner les améliorations demandées?

L'hon. M. STIRLING: Tout ce que je puis dire, c'est que toute suggestion au sujet de la salle de Swift-Current sera considérée en même temps que celles qui ont été offertes au sujet des diverses salles d'armes, dans tout le Canada.

M. DONNELLY: Existe-t-il une salle d'exercices à Calgary et quand est-ce que le ministre compte construire celle pour laquelle on a voté un million l'an dernier, au crédit des Travaux publics?

L'hon. M. STIRLING: Si l'honorable député veut bien s'en souvenir il y a le local voulu à Calgary et la milice permanente s'en